



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2176

Texte de la question

MANIFESTATIONS FACE A LA CRISE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le Premier ministre, j'aurais pu vous poser une question sur l'appel à violer la Constitution lancé par votre garde des sceaux (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), j'aurais pu vous poser une question sur les opérations ultra-médiatiques, devant les caméras, de votre ministre de l'intérieur pour démanteler les réseaux terroristes, ou encore sur les divisions entre vous-même et le numéro 2 du Gouvernement. (*Protestations sur les mêmes bancs.*) Mais, aujourd'hui, la France est en colère : la seule croissance sociale que connaisse notre pays est celle du nombre de mécontents. Loin des sondages flatteurs, des centaines de milliers de salariés expriment, en ce 4 octobre, la réalité d'une crise globale qui n'en finit plus.

Cette France en colère, c'est la France du travail, c'est la France qui peine, c'est la France qui endure la panne de croissance, le chômage de masse et les licenciements, même lorsque les entreprises font des bénéfices, comme chez Hewlett-Packard, les salaires bloqués, l'inflation de l'essence et des loyers, la pénurie de logements, la faillite des universités et des hôpitaux publics, les déficits records.

M. Lucien Degauchy. C'est la France des 35 heures !

M. Jean-Marc Ayrault. Cette France qui manifeste, c'est la France qui n'admet plus que la République laisse ses valeurs de solidarité et de justice sociale tomber dans le caniveau. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste.*)

Monsieur le Premier ministre, comment retrouver la confiance, quand vos choix budgétaires ne sont ni sincères, ni justes, ni efficaces ?

Comment exprimer une volonté quand les marges de manoeuvre sont aussi faibles que les divisions de votre gouvernement sont fortes ? (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Et les vôtres ?

M. Jean-Marc Ayrault. Comment cimenter la cohésion nationale et sociale quand vous précarisez le travail, à travers notamment le contrat nouvelles embauches, et culpabilisez les chômeurs ?

Comment préserver le service public quand, à la hussarde, vous privatisez la SNCF et la continuité territoriale ? (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Monsieur le Premier ministre, des " mille jours " de votre prédécesseur à vos " cent jours ", hélas ! rien n'a changé. C'est la continuité de la chute. C'est à ce fiasco que la nation, aujourd'hui, vous somme de répondre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Alain Bocquet. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président Ayrault, j'ai écouté attentivement vos critiques et vos leçons. J'ai attendu en vain vos propositions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.*) Et pourtant, dans une démocratie moderne, c'est aussi le rôle, constructif, audacieux, que devrait jouer l'opposition.

Mme Martine David. On a déjà fait des propositions.

M. le Premier ministre. Vous pouvez décider de manifester en tête - ou en queue - de cortège. (*Rires sur les*

bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Mais, ne l'oubliez pas, le message que nous adressent les Français s'adresse à tous : à vous comme à nous. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)

Mme Martine David. Surtout à vous !

M. le Premier ministre. Au centre, à la droite, à la gauche, à l'État comme aux entreprises.

M. Jean-Christophe Cambadélis. Nous ne sommes pas au pouvoir !

Mme Martine David. C'est vous qui êtes Premier ministre !

M. le Premier ministre. Faut-il vous rappeler le message du 21 avril ? Faut-il vous rappeler le message du 29 mai ? En ce 4 octobre, nous serions bien inspirés, tous ensemble, de faire preuve d'un peu d'humilité

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire), d'écouter ce que nous disent les Français, d'écouter ceux qui manifestent et ceux qui ne manifestent pas, ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, ceux qui ont pu saisir leur chance et ceux qui n'ont pas pu le faire. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Le Gouvernement veut écouter. Défenseur de l'intérêt général, il veut apporter des réponses à tous les problèmes des Français.

M. Augustin Bonrepaux. Quelles réponses ?

M. le Premier ministre. Nous apportons des solutions aux problèmes du chômage et du pouvoir d'achat. Nous défendons l'avenir de notre pays.

Mme Martine David. Ce n'est pas vrai !

M. le Premier ministre. Qui a proposé à la France une grande politique de recherche ? Vous ou nous ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " Ce n'est pas vous ! " sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

J'entends l'impatience, parfois même le découragement de certains de nos compatriotes. Il faut aller plus loin, et c'est pour cela que toutes les marges de manoeuvre de notre budget ont été mobilisées en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat et de l'avenir.

Deux conditions sont nécessaires pour obtenir des résultats. D'abord, en toute circonstance, défendre l'intérêt général, garder un cap : celui de la croissance sociale. Ensuite, se rassembler en refusant de céder aux tentations des divisions ou de la politique politicienne. (" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste.)

Défendre l'intérêt de la France : c'est pour cela que nous sommes réunis ici. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur de nombreux bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Ayrault](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2176

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 octobre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 octobre 2005